Article 53

Est porté à 15 % le minimum de perception des droits de douane en tarif minimum ad-valorem à l'importation fixé à 10 % par l'article 27 de la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986 portant loi de finances pour la gestion 1987.

Article 54

Est porté à 22 % le minimum de perception des droits de douane en tarif minimum ad-valorem à l'importation des biens d'équipement fixé à 15 % par l'article 26 de la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986 portant loi de finances pour la gestion 1987.

Article 55

Sont supprimés les paragraphes C, D, F, G, H et I du titre II des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation et à l'exportation. Le paragraphe E portant prohibitions et législations spéciales devient le paragraphe C.

Article 56

Ils ajoutent aux dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation et à l'exportation (titre II) le paragraphe D suivant :

Paragraphe D (nouveau) encouragement à l'industrie.

1) Sous réserve des dispositions du 2^e paragraphe ci-après, les matières premières, les produits semi-finis et autres articles destinés à être transformés, intégrés ou montés peuvent bénéficier à leur importation du paiement du droit de douane au minimum légal de perception prévu par l'article 53 de la loi de finances pour 1988.

2) Sont fixées par décret :

a) les conditions et modalités d'application des dispositions précédentes.

b) la liste des articles et produits dont les intrants sont susceptibles de bénéficier des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus.

c) la liste des matières premières, produits semi-finis et autres articles entrant dans la fabrication des produits et articles cités au 2 « b » exclus du bénéfice des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus.

Réduction ou rétablissement des droits de douane en cours de gestion budgétaire

Article 57

Dans le cadre de l'action du gouvernement pour le développement et la protection de l'économie nationale ainsi que dans les cas conjoncturels, des décrets pris après avis du ministre des finances et des ministres concernés, peuvent pour la gestion 1988, réduire les droits de douane ou les rétablir en tout ou en partie.

Droit de consommation

Article 58

Le tableau annexé au décret du 18 novembre 1954 relatif aux droits de consommation est modifié conformément au tableau « N » indiqué à la deuxième partie de la présente loi.

Suppression de la taxe due sur les volailles et les œufs importés

Article 59

Est supprimée la taxe de 2 % perçue sur la valeur des volailles et des œufs importés, instituée par le 2^{ème} paragraphe de l'article 97 de la loi n° 83-113 du 30 décembre 1983 portant loi de finances pour la gestion 1984, et destinée à alimenter le fonds de stabilisation des produits avicoles.

CHAPITRE III

Dispositions diverses

L'indemnité allouée aux anciens Présidents de la République tunisienne

Article 60

1) Le Président de la République, dès la cessation de ses hautes fonctions, bénéficie d'une indemnité viagère équivalente à celle accordée au Président de la République en exercice.

Cette indemnité, servie mensuellement, est imputée sur les crédits de la Présidence de la République.

2) Le Président de la République bénéficie en outre, dès la cessation de ses fonctions, des avantages en nature suivants :

a) Un logement meublé;

b) Les frais d'entretien de téléphone, de chauffage et de consommation d'eau, de gaz et d'électricité afférents à ce logement;

c) Deux voitures avec chauffeurs;

d) Les services de 3 gens de maison;

e) Les prestations sanitaires.

Tous les frais afférents aux avantages ci-dessus énumérés sont imputés sur les crédits de la Présidence de la République.

Les dispositions de cet article sont applicables à compter du 1^{er} novembre 1987.

Article 61

1) Les veuve et orphelins mineurs du Président de la République bénéficient de la pension des veuve et orphelins.

Cette pension est servie mensuellement. Elle est imputée sur les crédits de la Présidence de la République.

Le montant de cette pension est calculé par référence au maximum de la pension de retraite accordée par la loi et sur la base de l'indemnité servie au Président de la République en exercice.

2) Les veuve et orphelins mineurs du Président de la République bénéficient des avantages en nature suivants

a) Un logement meublé, dans les conditions déterminées au « a » et « b » du paragraphe 2 de l'article 60 de la présente loi;

b) Une voiture avec chauffeur;

c) Les services de deux gens de maison;

d) Les prestations sanitaires.

Tous les frais afférents aux avantages ci-dessus énumérés sont imputés sur les crédits de la Présidence de la République.

Droit annuel d'affiliation au régime de l'assistance médicale gratuite

Article 62

Le taux du droit annuel d'affiliation au régime de l'assistance médicale gratuite est fixé à six (6) dinars pour les bénéficiaires du livret de soins gratuits de la 2^{ème} catégorie.

Le montant du droit annuel d'affiliation est payable au titre de chaque année à la recette de l'hôpital du lieu de résidence du bénéficiaire contre remise d'une quittance qui est obligatoirement jointe au livret de soins.

Le paiement de ce droit peut être effectué en deux tranches selon les modalités qui seront fixées par arrêté du ministre de la santé publique.

Article 63

Le règlement du droit annuel d'affiliation au régime de l'assistance médicale gratuite confère au livret une validité générale auprès de l'ensemble des établissements hospitaliers et sanitaires relevant du ministère de la santé publique.